

NOTE EXPLICATIVE SUR LES ORIENTATIONS DE LA BANQUE MONDIALE ET LE « BENCHMARKING THE BUSINESS OF AGRICULTURE »

Contexte du Benchmarking the Business of Agriculture (BBA)

A la faveur de la crise alimentaire de 2007-2008, un regain d'intérêt pour l'agriculture s'est opéré dans le domaine de l'aide au développement. Une série de nouvelles mesures de promotion des investissements privés dans ce secteur ont été adoptées par les Etats du Nord et des institutions et organisations de la communauté internationales. Dans le souci de construire sa « *Nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition* », **le G8 a fait appel à la Banque Mondiale (BM) en 2012 pour mettre au point un nouvel indicateur** permettant de classer les pays en fonction de leur ouverture au business dans le secteur agricole.

En réponse, la BM a proposé l'adoption d'une politique appelée « ***Benchmarking the Business of Agriculture*** », **qui évaluerait les politiques et réglementations des Etats au regard de différents indicateurs propres au secteur agricole, pertinents pour les investisseurs**: l'accès à la terre, l'accès aux crédits, l'accès aux semences, l'accès aux fertilisants, la qualité des transports, et l'accès aux marchés. À ces indicateurs prioritaires, il était prévu d'en ajouter progressivement d'autres: la contractualisation, les techniques de communication et information, la mécanisation de l'agriculture ; mais aussi par la suite : l'élevage, la durabilité environnementale, le genre et l'accès à l'eau.

Des études pilotes pour la mise au point de ces indicateurs sont à présent en cours dans 10 pays: Espagne, Ethiopie, Guatemala, Maroc, Mozambique, Népal, Ouganda, Philippines, Rwanda, Ukraine. D'ici 2015, 80 pays devraient être couverts.

Sur papier, le BBA a officiellement vocation à aider les petits et moyens exploitants, mais l'identification des indicateurs, la stratégie de classement '*Benchmarking*' et le crédo de la Banque mondiale dans le commerce international comme vecteur du développement, présage plutôt d'une politique favorisant les investissements des plus grandes structures agro-industrielles plutôt qu'en faveur des agriculteurs familiaux locaux et de la sécurité alimentaire.

BM : une institution au service de l'économie néolibérale et du secteur privé

La BM est une institution financière internationale dont les 5 principaux actionnaires sont les Etats-Unis, la Grande Bretagne, la France, l'Allemagne et le Japon. Créée en 1945 pour accorder des prêts, elle a commencé durant la vague des indépendances des années '60 à être active dans l'aide au développement des pays du Sud en finançant des projets liés à l'éducation, la santé, l'agriculture, la construction d'infrastructures etc. Dans la foulée de l'ère néolibérale des années '80, la BM a imposé des *Programmes d'Ajustements Structurels* (PAS), conduisant à la diminution de l'investissement public dans l'éducation, la santé, l'agriculture, dont les répercussions sociales sont encore ressenties aujourd'hui par les populations. Ces PAS devaient conditionner les prêts de la BM elle-même, mais également ceux de la Communauté internationale.

Très vite, l'échec flagrant de cette approche au regard de ses objectifs de développement a été pointé du doigt par divers observateurs (ONGs, Société Civile, chercheurs académiques, etc.), et les PAS ont été remis en question. La BM a officiellement mis fin à la politique des

PAS en 2002 mais continue aujourd'hui d'imposer ses politiques de conditionnalités aux Etats au travers de nouvelles méthodologies et la mise en place d'indicateurs d'orientation néolibérales tout aussi contestables.

BBA: Un pas de plus en faveur de l'agrobusiness

À la sortie des PAS, en 2002, la BM a introduit la méthodologie *Doing Business* (DB). Le DB a vocation à servir de classement de référence des Etats en fonction de la facilité d'y faire des affaires pour les investisseurs. Le *DB* note et classe les pays sur 10 critères dont le paiement des taxes et des impôts, le commerce transfrontalier, le transfert de propriété, etc. Comme les PAS, le DB encourage les politiques de dérégulation: plus les Etats donnent des avantages fiscaux, sociaux ou environnementaux aux entreprises, meilleur sera leur classement.

La distinction entre le *BBA* et le *DB* est que ce dernier concerne le secteur des affaires de façon générale alors que le *BBA* cible exclusivement l'agriculture et entend donc cibler des indicateurs spécifiques à ce secteur (accès aux semences et autres intrants, accès au foncier,...). Compte tenu des impacts nuisibles déjà observés après l'implémentation du DB sur le terrain, on peut raisonnablement présager que le *BBA* ne fera que les accélérer en augmentant le phénomène d'accaparement des terres et des ressources naturelles au détriment des agriculteurs familiaux.

Le BBA, un indicateur anti-développement, anti-social, et anti-environnemental

Cette logique de la croissance fondée sur le marché et le commerce international, déjà en œuvre depuis une dizaine d'années avec le DB, a créé une course effrénée à la dérégulation et une mise en concurrence entre les pays pour attirer les entreprises et investisseurs fortunés. **Rien qu'en 2012-2013, 238 réformes induites par le DB ont été implémentées dans 114 pays**, avec une augmentation de 18% par rapport à l'année précédente.

En 2014, le rapport du DB indiquait que l'indicateur avait inspiré un quart des 2100 réformes enregistrées depuis son lancement. Ces réformes vont toujours dans le sens d'une facilitation du business...Or, entre 200 et 2011, selon un rapport publié par *l'International Land Coalition* de 2012, pas moins de 200 millions d'hectares auraient été transférées ou louées pour des concessions de longue durée dans les pays en voie de développement (entre 50 et 99 ans).

Cette montée en puissance des investisseurs de l'agrobusiness conduit à l'uniformisation du secteur de l'agriculture sur un modèle intensif et capitaliste, au détriment des structures agraires de plus petite échelle qui disparaissent à mesure que les multinationales s'installent. Les victimes sont inévitablement les populations les plus pauvres des pays émergents ou en voie de développement. Or, en plus d'être la principale source d'emploi dans ces zones, les petites structures agricoles fournissent 80% de la nourriture consommée dans les pays en voie de développement et représentent un pilier de la sécurité alimentaire. Sécurité alimentaire fortement mise en danger par l'essor des cultures de rentes et d'exportations privilégiées par l'industrie alimentaire.

À la catastrophe sociale que provoque l'arrivée de grands groupes agraires, il faut ajouter les dégâts environnementaux qu'engendrent les méthodes agroindustrielles intensives caractérisées par une utilisation intensive de produits chimiques. Il en résulte donc une dégradation des ressources naturelles, à commencer par la terre et l'eau, ainsi qu'une contribution au réchauffement climatique et à la désertification. Des conséquences qui sont bien sûr subies par les populations locales qui n'ont pas le loisir d'aller et venir à leur gré

comme le font les multinationales. Ces populations sont en fait bien souvent victimes de déplacements forcés et d'une précarisation à tous les niveaux.

Les méthodes de la BM, supposée œuvrer pour le développement, stimulent en réalité l'appauvrissement des populations du Sud et la fragmentation des structures sociales qui permettent aux petits producteurs de subsister.

Coup d'œil sur un pays soutenu par la BM pour attirer l'agrobusiness : la RDC

En RDC, la BM a subventionné et soutenu des réformes attractives pour les investisseurs afin qu'ils financent la reconstruction du pays, dont particulièrement la mise en place d'un nouveau code des investissements qui a conduit à la création de l'Agence Nationale de Promotion de l'Investissement (ANAPI), un guichet unique qui assure l'enregistrement, le conseil, et l'attribution d'incitants fiscaux et douaniers. En 2009, le gouvernement congolais a créé un comité de pilotage spécifique pour l'amélioration du climat des affaires (CPCAI), pour accroître la confiance des investisseurs.¹ Résultat, on note que les investissements directs étrangers sont passés de \$72 millions en 2000 à \$3.3 milliards en 2012,² plus particulièrement dans l'agriculture et la foresterie, ils ont augmenté de \$29 millions en 2006 à \$323 millions en 2010.³ Dans le même temps (2004 à 2012), plus de 2.7 millions d'ha de terres ont été louées à des investisseurs, principalement pour de la foresterie et de la production d'huile de palme.⁴ Malgré la taille du pays, ces concessions de terres ne sont pas sans conséquence sur les populations qui se voient souvent privées d'accès aux terres les plus fertiles. Ainsi, le plus grand deal passé est une concession forestière de 1.9 million d'ha à l'entreprise SIFORCO, qui a été impliquée dans de graves violations de droits humains (passages à tabac, viols, ...) contre les communautés locales.⁵ EN RDC l'indice de développement humain reste parmi le plus bas de la planète.

En 2013, la BM franchit un pas supplémentaire et vient en soutien de la politique du gouvernement de création de parcs agro-industriel (PAI) avec l'octroi d'un premier prêt de 110 millions de dollars pour la création d'un premier parc agro-industriel à Bukanza Lonzo (Bandundu). En un seul parc déjà lancé, *environ 11.000 villages sur 80.000 ha vont être déplacés et les paysans de ces villages vont perdre leurs terres, leurs champs, leurs élevages, leurs étangs, leurs eaux et leurs cimetières*. Bref, leurs âmes ... ([Position de l'Alliance AgriCongo](#))

En savoir plus sur l'influence de la BM dans d'autres pays : [Sénégal](#), [Mali](#), [Sierra Leone](#), ...

'Our land, our business' une campagne internationale contre les politiques de la BM

Lancée à l'initiative de l'Oakland Institute, la campagne internationale [Our Land Our Business](#) compte plus de 235 organisations signataires de par le monde. Indignées, elles demandent toutes que la BM mette fin aux indicateurs DB et BBA, des outils qui ne servent qu'à faciliter l'accès et l'exploitation des ressources naturelles à des fins industrielles.

¹ Martin-Prével, Alice. [Les mauvaises affaires de la BM en République démocratique du Congo](#), The Oakland Institute, to be published.

² UNCTAD. *Unctadstat, "Inward and outward foreign direct investment flows, annual, 1970-2013."* <http://unctadstat.unctad.org/> (accessed July 8, 2014).

³ *2011 Investment Climate Statement, Democratic Republic of the Congo, op.cit.*

⁴ Land Matrix. *Democratic Republic of the Congo*. <http://landmatrix.org/en/get-the-detail/by-target-country/democratic-republic-of-the-congo/?order=by> (accessed May 16, 2014).

⁵ "Criminal complaint accuses senior manager of Danzer Group of responsibility over human rights abuses against Congolese community", Global Witness, April 25, 2013.

DECLARATION COMMUNE DE LA SOCIETE CIVILE
SIGNEE PAR PLUS DE 235 ORGANISATIONS DANS LE MONDE

Stoppons l'accaparement des terres: l'agriculture n'a pas besoin des indicateurs de la Banque Mondiale.

En tant que promoteur et financeur des grands investissements agricoles le Groupe de Banque Mondiale est un moteur de l'accaparement des terres dans les pays en développement. C'est un acteur clé du système de développement industriel, qui utilise sa puissance financière et politique, via les agences d'investissement et autres institutions, pour forcer les pays à suivre un modèle de développement pré-conditionné, fondé sur des principes néolibéraux de dérégulation, privatisation, baisse des impôts des entreprises et sur le crédo du «libre-échange». Ce modèle est conçu pour permettre l'extraction maximale des richesses naturelles et du capital humain des pays en développement et pour concentrer la richesse et le pouvoir entre les mains d'une élite et d'une minorité d'entreprises déjà nanties.

Depuis 2002 la Banque Mondiale a articulé et soutenu ce modèle de développement en classant les pays par le biais de l'indicateur *Doing Business*. Ce dernier est utilisé par les bureaucrates de Washington pour noter les nations en fonction de comment elles favorisent « le climat des affaires ». Les déclarations de la Banque Mondiale indiquent que ces classements annuels sont suivis de près par les investisseurs étrangers; qu'ils influencent les programmes de la Banque elle-même, et qu'ils sont utilisés par des donateurs bilatéraux pour orienter leurs financements.

Le classement *Doing Business* est la version actuelle des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) qui ont impacté la vie de millions de personnes par le retrait de l'Etat et la libéralisation forcée des économies nationales dans les années 1980 et 1990.

Le *Doing Business* a déjà eu un impact considérable sur les secteurs agricoles, aux dépens des paysans, en favorisant des 'investisseurs' qui recherchent les profits par la violation des droits des populations d'accéder à la terre, l'extraction des ressources naturelles et l'exploitation d'une main d'œuvre bon marché.

Bien qu'il soit aujourd'hui reconnu que l'accaparement des terres dépossède et appauvrit les communautés rurales du monde entier, la Banque Mondiale n'est pas disposée à modifier sa stratégie. Au contraire, elle travaille actuellement à développer et approfondir le modèle du *Doing Business* en développant un indicateur spécifique au secteur agricole des pays en développement.

A la demande du G8 en 2012, et grâce au financement de la Fondation Gates, des gouvernements Britannique, Etats-Unien, Néerlandais et Danois, la Banque Mondiale développe à présent un nouvel instrument pour «évaluer le climat des affaires dans l'agriculture » (*Benchmarking the Business of Agriculture, BBA*). Entamées fin 2013, des études pilotes sont actuellement en cours dans dix pays, et devraient concerner 40 pays d'ici à la fin 2014. Le BBA devrait évaluer et classer quatre-vingt à cent pays d'ici 2015¹. Le BBA est construit sur le modèle du *Doing Business*, tout en l'adaptant au secteur agricole. Avec ce nouvel instrument la Banque Mondiale promeut par

exemple la libre circulation des semences commerciales, engrais chimiques, et l'accès à des « titres de propriété formels » au moyen de réformes foncières². Malgré l'emploi d'une rhétorique favorable aux petits paysans, le but de ce nouveau classement centré sur l'agriculture est bien clair : ouvrir davantage les secteurs agricoles aux investisseurs étrangers.

Le *Doing Business* favorise l'accaparement des terres dans le monde entier

Le *Doing Business* octroie un meilleur score aux pays qui favorisent le « climat des affaires ». Il s'agit de faciliter l'activité des entreprises dans le pays en baissant par exemple leur taux d'imposition, ou en réduisant les procédures administratives, ou encore en supprimant les réglementations environnementales et sociales ainsi que les taxes sur les exportations. Avec le *Doing Business*, la Banque Mondiale encourage également la conduite de réformes foncières qui font de la terre un bien commercialisable et facilement accessible pour les sociétés étrangères. Enfin, partant du principe que toute réglementation de l'économie par l'Etat est un obstacle à la prospérité des entreprises, le *Doing Business* néglige les droits de l'homme, le droit à l'alimentation, les droits économiques et socio-culturels, la protection des travailleurs et la nécessité de gérer durablement les ressources naturelles.

Il existe de nombreuses preuves récentes de la façon dont le classement *Doing Business* favorise l'accaparement des terres. Par exemple, le Libéria a mis en œuvre 39 réformes entre 2008 et 2011 pour « favoriser le climat des affaires dans le pays »³, et a par conséquent attiré des flux croissants d'investissements directs étrangers ou 'IDE'. Parmi les entreprises se trouvent plusieurs poids-lourds de la production d'huile de palme et de caoutchouc: le britannique Equatorial Palm Oil, le malaisien Sime Darby et l'indonésien Golden Agri-Resources, qui ont acquis plus d'1,5 million d'acres (607,000 hectares) de terres en quelques années, ôtant aux communautés locales leurs terres, ressources et moyens traditionnels de subsistance⁴.

Après la guerre qui a secoué la Sierra Leone, la Banque Mondiale a guidé une série de réformes économiques dans le but d'attirer les IDE. Ils sont passés d'une moyenne de 18 millions de dollars par an en 2000-2005 à 740 millions de dollars en 2012. Des réformes dans le domaine foncier et la mise en place de systèmes de transfert rapide de propriétés ont attiré des planteurs de canne à sucre et de palmiers à huile parmi lesquels Addax Bioenergy de Suisse, Quifel Natural Resources du Portugal, CAPARO du Royaume-Uni et SOFCIN du Luxembourg. En 2011 la Sierra Leone avait déjà octroyé 508 292 hectares à des investisseurs étrangers⁵. Un accord de 2014 avec le producteur d'huile de palme Golden Veroleum pourrait doubler ce chiffre⁶. Cela porterait à 20% la part des terres arables du pays retirées aux populations rurales.

Les Philippines, saluées comme l'un des dix meilleurs réformateurs du *Doing Business* 2014, ont gagné 40 places en trois ans dans le classement. En 2013, la Banque avait fourni un audit préconisant des réformes "pour accélérer la croissance" dans le pays et pour augmenter la création d'emplois dans le monde rural⁷. L'ouverture du secteur agricole philippin aux IDE a fait du pays la troisième destination la plus populaire pour les investissements fonciers et a conduit à l'acquisition d'un total de 5,2 millions d'hectares par des sociétés étrangères en 2013⁸.

Les classements annuels du *Doing Business* sont utilisés par les entreprises et les investisseurs qui veulent savoir où orienter leur capital. De plus, les résultats du *Doing*

Business influencent d'autres programmes ainsi que l'allocation des budgets de la Banque Mondiale qui conduit de nombreuses activités autour du « climat des investissements »⁹. Enfin, l'indicateur est aussi utilisé par des donneurs bilatéraux pour renseigner leurs décisions de financement¹⁰. Le *Doing Business* a donc d'énormes implications financières, et provoque une course à la dérégulation chez les gouvernements désireux d'améliorer leur score pour attirer les flux d'investissements. En 2013, le panel d'experts indépendants chargé d'examiner l'indicateur s'est à tel point alarmé du pouvoir prescriptif et normatif du classement qu'il a conseillé à la Banque de l'abandonner complètement¹¹.

Pire, la Banque développe maintenant le Benchmarking the Business of Agriculture (BBA) qui va accélérer la ruée sur les terres agricoles et les ressources naturelles telles que l'eau dans le monde en Développement.

La Banque mondiale doit abandonner son approche de l'agriculture

Les paysans cultivent 80% des terres agricoles et produisent 80% de la nourriture consommée dans les pays en développement.¹² Ils sont et resteront donc des garants essentiels de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des pays, et les principaux investisseurs et employeurs du secteur agricole. Par conséquent, c'est **leur** capacité à investir et à développer la terre, **et non celle des grandes entreprises** qui doit être renforcée. La capacité d'investissement des producteurs est cependant entravée par la violation de leur droit à la terre et le manque de soutien de la part des gouvernements. Les moyens de subsistance des paysan-ne-s sont particulièrement menacés par le phénomène actuel d'accaparement des terres que la Banque Mondiale ne cesse d'alimenter par le biais des *Business Indicators* et de son plaidoyer en faveur des réformes foncières et de l'ouverture des secteurs agricole aux IDE.

Il est grand temps pour la Banque Mondiale de cesser d'ignorer que les paysan-ne-s sont le seul avenir pour une agriculture qui garantit la sécurité alimentaire, assure une utilisation durable des ressources naturelles et amène un développement social. Nous ne connaissons que trop bien les conséquences néfastes de l'agriculture industrielle sur l'environnement et l'humain. Ce modèle ne doit pas être imposé aux pays en développement.

La sécurité alimentaire, le développement juste et équitable sont des objectifs atteignables pourvu qu'un soutien approprié soit fourni à l'agriculture familiale. Cela commence par la garantie des droits à la terre des paysan-ne-s, en s'assurant que leurs ressources ne soient pas accaparées par des investisseurs étrangers. Ces ressources ne seront pas protégées par des titres fonciers mais par une sécurisation foncière des terres collectives et des exploitations agricoles. La Banque Mondiale ne reconnaît pas cette exigence de base et, grâce à ses instruments puissants que sont le *Doing Business* et le *Benchmarking the Business of Agriculture*, continue de favoriser sans discernement les IDE dans le secteur agricole et d'imposer un modèle de développement uniforme, où le business règne en maître. Cela met gravement en danger la sécurité et la souveraineté alimentaire des pays en développement.

Nous demandons donc que les indicateurs *Doing Business* et *Benchmarking the Business of Agriculture* soient immédiatement abandonnés

Pour plus d'informations, contacter ourlandourbusiness@therules.org

¹ World Bank push for agribusiness in Africa, Bretton Woods Observer 2013, <http://www.brettonwoodsproject.org/2013/10/world-bank-push-agribusiness-africa/>.

² *Snapshot Background Note on Access to Seed*. World Bank, 2014; *Snapshot Background Note on Access to Fertilizers*. World Bank, 2014; *Snapshot Background Note on Access to Secure Property Rights on Land*. Banque Mondiale, 2014.

³ National Investment Commission, *The Investors' Guide to Liberia*, 2011, http://www.nic.gov.lr/public/download/Liberia_Investors_Guide_2011.pdf.

⁴ Daniel, S. and Mittal, A. *(Mis)investment in Agriculture. The role of the International Finance Corporation in Global Land Grabs*, Oakland Institute, 2010. & Friends of the Earth International, *Land Grabs and human rights violations exposed in Liberia ahead of global development summit*, 1er février 2013, <http://www.foei.org/en/media/resources-for-journalists/sime-darby-and-landgrabs-in-liberia/land-grabs-and-human-rights-violations-exposed-in-liberia-ahead-of-global-development-summit>;

⁵ Oakland Institute, Country report "Understanding Land Investment Deals in Africa: Sierra Leone", 2011, <http://www.oaklandinstitute.org/understanding-land-investment-deals-africa-sierra-leone>.

⁶ *SLIEPA to facilitate \$1.6b investment for Golden Veroleum Palm Oil Production in Sierra Leone*, <http://awoko.org/2013/06/21/sierra-leone-sliepa-to-facilitate-1-6b-investment-for-golden-veroleum-palm-oil-production-in-sierra-leone/>.

⁷ World Bank Press release "New World Bank Vice President: Philippines Poised to Accelerate Reforms for More and Better Jobs", July 12, 2013 at <<http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2013/07/12/new-world-bank-president-philippines-poised-to-accelerate-reforms-for-more-and-better-jobs>>

⁸ World Trade report 2013, "Factors shaping the future of world trade", Organisation Mondiale du Commerce, 2013. http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2013_e/its2013_e.pdf.

⁹ World Bank's investment climate Data and Indicators, <https://www.wbiinvestmentclimate.org/research-and-diagnostics/>.

¹⁰ Manuel, T. et al. *The Independent Panel Review of the Doing Business Report*, 2013. <http://www.dbrpanel.org/sites/dbrpanel/files/doing-business-review-panel-report.pdf>.

¹¹ Ibid.

¹² FIDA. Proceedings of the Governing Council High-Level Panel and Side Events, 2010, "From summit resolutions to farmers' fields: Climate change, food security and smallholder agriculture." http://www.ifad.org/events/gc/33/panels/proceedings_web.pdf

